

**BILLS—Suite.**M. Taylor—*Suite.*

sans sanction pénale—3500 ; l'an dernier ce bill inutile a coûté \$44,000 d'application pour résultat nul—3500 ; A. D. J. O'Donoghue agent spécial a coûté \$663 de frais de voyage en sus de ses \$1,000 d'appointements—3501.

M. Macpherson—Le Pacifique Canadien a bien été construit par des Américains et par des Chinois—3502 ; la loi actuelle n'est pas applicable, texte du jugement du juge Duff dans la cause de Downie contre la "Vancouver Engineering Works"—3502 ; la Colombie Anglaise demande une loi complète et générale—3505.

M. Hughes—Le ministre du travail ne devrait pas parler de ce qui est survenu à la Passe du Nid-de-Corbeau—3506 ; cela a été une honte pour le Canada—3506 ; le collège militaire de Kingston forme lui aussi des ingénieurs—3508 ; le Canada fait partie intégrale de l'empire britannique—3508 ; le député de Labelle devra en prendre son parti—3508.

M. Puttee—Le jugement du juge Duff a annulé une partie de l'effet de la loi de 1891, celle qui a trait aux annonces, en détruisant leur équivalence à l'embauchage si elles ne comportent pas l'offre d'emploi—3510 ; les accusations contre M. O'Donoghue sont déshonnêtes, le parti conservateur ne gagne rien à essayer de ternir ce citoyen—3510.

M. Campbell—Le contraste entre la conduite du présent gouvernement et de l'ancien gouvernement à l'égard des ouvriers est frappant—3512 ; pendant des années M. Taylor a été bafoué et rebuté par ses amis quand il tentait de leur faire comprendre le besoin d'écarter les ouvriers étrangers—3512.

M. Clarke—M. Clare en 1901 avait trouvé le véritable moyen de venir en aide au travailleur canadien—3517 ; l'adoption de l'amendement n'est pas incompatible avec le dépôt d'une nouvelle loi du travail—3518 ; exposé des lois des Etats-Unis, New-York, Illinois, Idaho, New-Jersey, Californie—3519 ; la loi pourvoit au cas de nécessité de spécialistes étrangers—3520 ; lorsque M. Taylor du côté conservateur essayait de faire passer une loi de protection de la main-d'œuvre canadienne, jamais, du côté des libéraux, personne ne l'a aidé—3520 ; il n'y a de loi de ce genre dans aucune contrée britannique—3522 ; ce sont des partisans du gouvernement au Sénat qui ont bloqué systématiquement la législation ouvrière, discours de l'honorable M. Scott—3523 ; le gouvernement aurait dû charger M. O'Donoghue ou M. King de faire l'enquête au lieu du juge Winchester—3525 ; le temps presse pour passer une loi, extraits du "Toronto Star" entrevue Basso—3526 ; le "Mail" affaire Sault Sainte-Marie—3527 ; le plus sûr moyen de subvenir au besoin présent est d'adopter l'amendement Clare—3528.

Hon. Fitzpatrick—Aux Etats-Unis, il n'y a que des lois générales, on ne peut pas citer un statut particulier contenant ce que demande M. Clare—3531 ; des plaintes ont été portées contre C.P.R. pour les mêmes motifs, pourquoi ne pas vouloir

**BILLS—Suite.**Hon. Fitzpatrick—*Suite.*

d'une loi générale—3532 ; la loi que le gouvernement veut passer tiendra compte des droits des compagnies aussi bien que des ouvriers—3532 ; il veut protéger l'ouvrier canadien dans la limite de ses droits—3532.

M. Borden (R. L.)—Quand la législation promise sera soumise à la Chambre la droite se fera un plaisir de l'appuyer si elle répond à ses idées—3534 ; si l'opposition a réussi à amener la présentation de cette loi, elle aura droit à la gratitude des ouvriers—3534.

M. Sproule—Qui dit que la loi qu'on promet ne sera pas aussi inutile que celle qui vient d'être déclarée telle par un juge de la Colombie-Britannique ?—3536.

M. Smith (R.)—Qu'est-ce que ça peut bien faire aux ouvriers canadiens que le G.T.P. n'emploie pas d'ingénieurs américains si le C.P.R. et les compagnies de charbon continuent à employer les ouvriers étrangers—3536 ; le seul remède est dans une loi générale—3537 ; les Etats-Unis avaient créé en 1888 un bureau du travail, les conservateurs ne les ont pas imités, il a fallu l'arrivée des libéraux pour en fonder un au Canada—3537.

M. Smith (E. D.)—Le Canada a donné au monde dans ces 30 dernières années plus d'ingénieurs éminents qu'aucun pays du monde proportionnellement à la population—3539.

M. Johnston (Alex.)—Les conservateurs avouent enfin que pendant 18 ans ils n'ont rien fait pour les ouvriers—3541 ; aucun des mémoires envoyés ne demandait une loi s'appliquant à une compagnie en particulier—3544.

M. Pringle—Lorsqu'une motion a été présentée pour rendre obligatoire l'acquisition au Canada du matériel nécessaire pour le G.T.P., elle a été rejetée et cependant elle figure mot pour mot dans le contrat—3547.

Amendement Clare, rejeté par 50 à 36—3548.

Amendement Lennox—3549.

M. Lennox—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter une clause donnant en aucun temps à l'avenir le droit d'exproprier le G.T.P. après six mois d'avis et à certaines conditions—3549 ; autrefois le pouvoir d'expropriation figurait aux statuts, il figure dans l'acte d'autorisation du Grand Tronc—3552 ; il s'agit de faire une voie nationale non seulement de nom, mais de fait—3554 ; cette disposition permettra au peuple de se prononcer et de donner effet à son verdict pour ou contre la possession par l'Etat—3554.

M. Robinson (Jabel)—Renonce à l'amendement dont il avait donné avis—3557 ; tout ce qu'on peut dire ne fera pas broncher le gouvernement ; si la gauche était à sa place, ce serait la même chose—3559.

Hon. Fitzpatrick—L'objet de l'amendement est directement opposé au bill, impossible de l'accepter—3559 ; on prépare les voies pour une motion en faveur de la nationalisation—3559.